

# PROJET DE RESOLUTION SUR L'U.R.S.S.

(Une résolution aussi large que possible devant sortir du Congrès.)

1° L'économie soviétique est une économie planifiée, fonctionnant sur un bas niveau des forces productives. Elle n'est plus une économie capitaliste ; il n'y a pas propriété privée des moyens de production et d'échange. Elle n'est pas une économie socialiste ; le niveau de vie des masses est inférieur à celui des grands pays capitalistes et une bureaucratie privilégiée recueille une grande partie du revenu national.

2° L'origine de la bureaucratie est dans la disette, le bas niveau des forces productives et le bas niveau culturel, les contradictions entre prolétariat et paysannerie, l'isolement de l'U.R.S.S. dans le monde capitaliste ;

3° La bureaucratie est un gendarme qui règle à sa manière et à son avantage la répartition des produits du travail mais qui défend l'économie planifiée contre les atteintes de l'intérieur et de l'extérieur ; elle a donc un double caractère :

Progressif, puisqu'elle accomplit tant bien que mal les tâches, qui devraient revenir au prolétariat, de protection de l'économie soviétique ;

Réactionnaire, puisqu'elle opprime politiquement la majorité de la population, supprime les conquêtes idéologiques d'Octobre, s'oppose à toute démocratie au sein de la société soviétique et à la révolution prolétarienne dans les autres pays ;

4° La bureaucratie s'est montrée, au cours de la guerre, plus stable que les B.L. du monde entier ne l'avaient pensé. Il faut reconnaître que l'instauration en Russie d'un régime policier totalitaire, la possession des leviers de commande à la fois économiques et politiques, le bas niveau général de la conscience politique du prolétariat et l'affaiblissement de la bourgeoisie donnent à la bureaucratie une stabilité plus grande qu'à n'importe quel régime bonapartiste classique ;

5° Mais nous continuons à affirmer que, entre le capitalisme et la révolution, entre la bourgeoisie et le prolétariat, la bureaucratie occupe une situation instable et contradictoire, qu'elle n'a pas de stabilité à l'échelle historique. Elle laissera la place soit à un retour réactionnaire au capitalisme, soit à un triomphe révolutionnaire du pro-

létariat. Le capitalisme, pour vaincre, devrait changer profondément la structure économique et réintroduire la propriété privée. Le prolétariat, au contraire, une fois renversé le pouvoir politique de la bureaucratie, pourrait utiliser à son profit les cadres existants de l'économie planifiée ;

6° Le double caractère, contradictoire de la bureaucratie soviétique, se retrouve dans sa politique extérieure. Elle défend, militairement et économiquement, l'économie soviétique, qu'elle soustrait ainsi à l'impérialisme ; d'où l'antagonisme profond entre l'U.R.S.S. et les pays impérialistes. Mais elle défend aussi sa situation privilégiée dans la société soviétique, d'où son hostilité au prolétariat, son rôle contre-révolutionnaire ;

7° Les partis communistes des différents pays, dont les cadres supérieurs sont liés à la bureaucratie soviétique, défendent les intérêts de cette bureaucratie en s'opposant à leur bourgeoisie sans cependant s'appuyer sur l'action des masses ; d'où une politique de manœuvres, de chantages, de pressions politiques sur la bourgeoisie ;

8° Cette bourgeoisie oppose les P.C. à leur bourgeoisie beaucoup plus que ne le fit la politique des partis réformistes traditionnels. Cependant, « la ruse » vis-à-vis de l'histoire ne résout pas les grands problèmes de notre époque, nécessité de remplacer le capitalisme agonisant par le socialisme.

L'influence des P.C. s'use inéluctablement ; si les partis révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale ne prennent pas leur place par la conquête des masses, ils seront écrasés un jour par un nouveau fascisme ;

9° Pour des raisons principalement diplomatiques et militaires, l'U.R.S.S. est amenée à conquérir des territoires en Europe orientale et en Asie.

Dans ces pays du glacis, la bureaucratie réalise d'importantes transformations économiques et politiques, en même temps qu'elle supprime toute démocratie et s'oppose au développement de la révolution. A côté de la réforme agraire, des nationalisations, de toute une série de progrès considérables apportés dans la vie de ces pays traditionnellement arriérés et réactionnaires, l'U.R.S.S. a discrédité le socialisme par des pillages, des crimes, et toutes les conséquences néfastes d'une occupation mili-

taire particulièrement rétrograde. Par son oppression totalitaire, elle s'y oppose à tout mouvement prolétarien ;

10° Nous considérons que la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme reste le mot d'ordre de la IV<sup>e</sup> Internationale. La conquête du marché russe par l'impérialisme, la disparition de l'économie planifiée soviétique, auraient des conséquences graves pour le prolétariat et dans le conflit qui oppose l'U.R.S.S. à l'impérialisme, nous ne pouvons rester indifférents ;

11° La bureaucratie stalinienne défend l'U.R.S.S. par des méthodes qui, à la longue, ne peuvent pas aboutir en même temps qu'elles s'opposent au développement de la Révolution. Aussi lutterons-nous toujours pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne ;

12° La défense de l'U.R.S.S., attaquée par l'impérialisme est donc pour nous un compromis. Ennemis irréductible de la bureaucratie, nous considérons l'impérialisme comme un danger pire encore. Dans la mesure où nous ne sommes pas encore capable de rétablir en U.R.S.S. le pouvoir des Soviets, nous collaborons militairement et techniquement avec la bureaucratie qui, pour sauvegarder ses privilèges, défend l'U.R.S.S. bureaucratiquement ;

13° Dans chaque situation concrète, nous devons examiner si le renforcement de la bureaucratie devant l'impérialisme ne va pas à l'encontre du développement ultérieur de la révolution. « Notre renversement de la bureaucratie stalinienne, disait Trotsky, est subordonné à la défense de l'U.R.S.S., la défense de l'U.R.S.S. est subordonnée à la révolution mondiale. »

La guerre n'étant pas aujourd'hui immédiatement menaçante, et l'occupation soviétique de l'Europe orientale faisant obstacle à tout développement révolutionnaire dans le glacis, nous nous prononçons en principe pour le retrait des troupes soviétiques de l'Europe orientale et centrale. Mais l'application de ce mot d'ordre ne devra être faite qu'avec prudence, de façon à ne pas faire le jeu des partis réactionnaires des pays occupés.

Il ne devra passer dans l'agitation que si un courant populaire permet de lui donner un sens progressif. Notre position devra être précisée dans chaque cas concret particulier.

# LA DEFENSE BUREAUCRATIQUE DE L'U.R.S.S.

Texte présenté à la discussion du 3<sup>e</sup> Congrès du P.C.I.  
par MARCOUX - MESTRE - RENAN - DURAL - HOUDON - LIME

La compréhension de la politique stalinienne reste la clé de la situation mondiale et surtout européenne. Mal poser ce problème c'est s'interdire pratiquement de construire le parti révolutionnaire. Pour faciliter la discussion, nous avons laissé volontairement de côté toutes les questions sur lesquelles il n'y a rien de nouveau à apporter ; cependant notre texte n'est pas limitatif.

## PREMIERE PARTIE

### La situation internationale et la « défense bureaucratique » de l'U. R. S. S.

I. — La situation internationale est dominée par la puissance que la conjoncture de la guerre a conférée aux Etats-Unis et à l'U. R. S. S. et à leurs rapports réciproques. (Conférence internationale d'avril 1946).

II. — Le rapport de force entre les grandes puissances (Etats-Unis et Grande-Bretagne d'une part, U. R. S. S. de l'autre) subit des variations en fonction :

a) de l'instabilité sociale existant en Grande-Bretagne (et dans son empire) comme aux Etats-Unis ;

b) des antagonismes anglo-américains ;

c) de l'intensité qu'atteint la lutte de classes en Europe, comme de l'élargissement de l'influence de la bureaucratie stalinienne, dans le « glacis » (pays contrôlés par l'U.R.S.S. à ses frontières) comme au delà de ce « glacis » dans les autres pays européens ;

d) en dernier lieu, de la rapidité avec laquelle l'U.R.S.S. elle-même surmonte ses crises et arrive effectivement à agrandir son potentiel industriel et militaire.

Malgré l'exploitation intensive du « glacis », les pertes économiques de l'U.R.S.S. ont été telles durant la guerre, le niveau de sa production retarde encore tellement sur celle des pays ca-

pitalistes avancés que d'après les statistiques, l'U.R.S.S. ne pourrait rejoindre le niveau de production des Etats-Unis qu'en 1960 et le dépasser qu'une dizaine d'années plus tard. On peut, dès à présent, estimer que la bureaucratie se trouvera sur la défensive pendant une très longue période.

III. — L'antagonisme Grande-Bretagne-Etats-Unis d'une part, U.R.S.S. de l'autre, pousse implacablement vers une troisième guerre mondiale ; trois facteurs accélèrent une telle issue :

a) la supériorité militaire et économique des Etats-Unis ;

b) les dangers de crise économique qui se précisent dans les grands pays capitalistes ;

c) les difficultés actuelles de l'U.R.S.S.

Un seul facteur la retarde : la deuxième guerre impérialiste, tout comme la première, a libéré sous une forme explosive les contradictions de classe à l'échelle mondiale. La première vague (celle de la « Libération ») s'est terminée par l'instauration de la démocratie dans les pays de l'Europe occidentale, par une série de combats d'envergure en Italie et en Grèce, enfin par l'ébranlement des assises des vieux empires coloniaux (libération de l'Indonésie et de l'Indochine). La deuxième vague, celle des grèves économiques qui ont lieu sur le fond du passage de l'industrie de guerre en industrie de paix, n'est que le signe avant-coureur de nouvelles et puissantes explosions sociales. Partout, la force de la classe ouvrière reste intacte.

### La nature de l'U. R. S. S.

En ce qui concerne la nature de l'U. R. S. S. nous reprenons, pour notre part la partie suivante du texte que présente Gabriel au premier congrès du P.C.I., partie avec laquelle nous nous déclarons entièrement d'accord :

« Pour ceux qui continuent de rester fidèles sinon à la lettre du moins à

l'esprit de la pensée de Trotsky, la question de la nature de l'U.R.S.S. ne peut se résoudre que de la façon suivante : le point de départ d'où doit sortir la définition sociologique de l'U. R. S. S. reste la définition des rapports sociaux existants en ce pays. Quelle est la forme de la propriété ? et quels sont les rapports établis entre les différentes catégories sociales (rapports de classes) en U. R. S. S., voilà les seuls critères valables pour les marxistes désirant définir scientifiquement la nature de l'U. R. S. S.

» Sur la forme de la propriété en U. R. S. S. il y a un accord presque unanime dans nos rangs en précisant qu'il s'agit d'une propriété étatisée. Les divergences existent sur la signification et la portée de cette étatisation. Pour nous ce régime de propriété : a) ne peut sortir que d'une révolution prolétarienne seule capable d'exproprier sur une échelle générale la propriété privée. b) ne peut se maintenir qu'en évoluant vers le socialisme à travers la révolution prolétarienne mondiale. c) ne peut s'intégrer à nouveau tel qu'il est dans le système capitaliste. Dans le cas où le recul prolongé de la révolution dans le monde amènera la réintégration de l'U.R.S.S. dans le système capitaliste, la propriété étatisée dans ce pays cédera la place à la propriété privée (ex. : la destruction étatisée russe en Ukraine par les Allemands). Cette intégration signifiera en même temps la destruction massive des forces productrices de l'U.R.S.S., y compris de la population ouvrière développée grâce à l'étatisation, la planification et le monopole du commerce extérieur. »

» Concevoir que le capitalisme soit capable d'étatiser la propriété sur une aussi large échelle qu'en U. R. S. S., assurant ainsi, et cela à la phase impérialiste actuelle, le développement de ses forces productives, signifie concevoir le capitalisme capable de transformer sa propre nature. Ainsi toutes les tentatives d'assimiler le régime de propriété en U. R. S. S. à un capitalisme d'Etat, ou de soutenir que ce régime tel qu'il est peut s'intégrer par « voie froide » au régime capitaliste, partent d'une méconnaissance absolue de la na-